

# L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 25 novembre 2013

## Avis de tempête sociale : Que faire ?

Des ouvriers licenciés aux transporteurs routiers, des sages-femmes au personnel des centres équestres, toutes les couches de la société voient rouge. Avec ou sans bonnet !

Il faut dire que les raisons de se battre ne manquent pas. A commencer pour les salariés bien sûr, qui voient les licenciements s'ajouter aux licenciements, comme après l'annonce, vendredi dernier, du dépôt de bilan du groupe Mory Ducros, qui pourrait entraîner la suppression de 2 000 à 3 000 emplois. Le plus gros dépôt de bilan depuis douze ans, mais une goutte d'eau dans l'océan des quelques 736 plans sociaux recensés entre janvier et septembre dernier ! Et les fermetures d'usines ne pèsent pas que sur les seuls salariés, comme en Bretagne où l'agroalimentaire fait vivre des villes entières ; où ce sont aussi de tout petits patrons, petits agriculteurs, pêcheurs, restaurateurs, etc., qui risquent de mettre la clé sous la porte.

Quant à la fiscalité dont Ayrault évoque une « remise à plat », elle égratigne à peine les fortunes du CAC 40. Mais les 800 000 foyers fiscaux qui se sont fait imposer pour la première fois cette année, et tous ceux qui devront payer le prix fort de l'augmentation de la TVA au 1<sup>er</sup> janvier prochain, ont mille fois raison de protester contre l'injustice fiscale.

### ***Aux travailleurs de prendre la tête des contestations***

Dans ce contexte, les capitalistes de l'agroalimentaire et d'ailleurs, ainsi que leurs petits copains de droite et d'extrême droite, voudraient cueillir les fruits de la colère. Alors, c'est à la classe ouvrière, si elle ne veut pas que d'autres le fassent, de prendre la tête des cortèges. À elle d'unifier tous les cris de révolte, et couvrir la voix des riches qui pleurent la bouche pleine par celle du monde du travail. Si des clubs d'équitation peuvent organiser une manifestation nationale, et amener cavaliers et poneys défiler à Paris, pourquoi les travailleurs n'en feraient-ils pas autant, alors qu'ils sont bien plus nombreux à subir les conséquences de la crise et des politiques d'austérité ?

Oui, il faudrait unifier les luttes, pour lancer la contre-offensive. Tout le contraire de la politique des directions syndicales ! Samedi dernier, au nom de l'« unité syndicale » (CFDT, CGT, Solidaires, CFTC, Unsa, CFE-CGC et FSU – seul FO s'est désolidarisé), elles organisaient leurs propres manifestations en Bretagne. Hélas, d'abord pour se démarquer des « bonnets rouges » et des travailleurs bretons qui avaient, début novembre, exprimé leur colère contre les licenciements et l'écotaxe. Pire, alors que c'était l'occasion de poursuivre ensemble la mobilisation, ils ont éclaté les manifs dans quatre départements, ajoutant ainsi la division à la division ! Tout ça pour réclamer un « volet social » au « pacte d'avenir sur la Bretagne », ce coup de bluff du gouvernement Ayrault.

Une politique qui se contente de quémander un peu de « social » à un gouvernement dont toute la politique est anti-ouvrière ! À l'approche des municipales Mélenchon ne fait pas beaucoup mieux, en appelant à manifester le 1<sup>er</sup> décembre pour réclamer une « révolution fiscale ».

### ***Ne compter que sur nous-mêmes***

Mais que ce soit le week-end dernier, aux côtés des syndicats, le 30 novembre avec les « bonnets rouges » ou le 1<sup>er</sup> décembre avec Mélenchon, les occasions ne manquent pas de manifester notre colère... à notre façon. Les salariés en lutte pour leur emploi peuvent y trouver l'occasion d'affirmer leurs revendications, de se parler, de se coordonner – de Mory Ducros à Fagorbrandt en passant par La Redoute, Goodyear, Gad, Doux, Tilly-Sabco, Marine Harvest, Kem One, TNT Express, PSA, EADS, Michelin...

Et puisque les politiciens se prétendant à la gauche du PS, puisque les confédérations syndicales ne fédèrent pas grand-chose... eh bien, que les travailleurs le fassent eux-mêmes !

En exprimant leur solidarité avec toutes les couches laborieuses de la population ; en coordonnant leurs luttes ; en faisant entendre leurs revendications : **Interdiction des licenciements ! Partage du travail entre tous ! Augmentation immédiate des salaires !**

***Ils ont oublié de fermer le robinet***

Dans le dernier compte rendu du CE on apprend que le nombre de dossiers (adhérés et soldés) liés au PREC sur Carrières se chiffre à 43 alors qu'une vingtaine de départs était initialement prévue.

La direction compte-elle remplacer le surplus de départs ? Bien sûr que non ! Et c'est bien la cause de la surcharge dans la plupart des services.

***Le grand sommeil ?***

Le journal patronal *Le Figaro* vient de confirmer qu'une expertise est déjà en cours afin d'étudier la possibilité de fermer une ligne à Mulhouse et une autre à Poissy. PSA a reconnu l'éventualité de « mettre en sommeil » un système sur deux dans ces usines, soi-disant pour sauver le groupe. Pour nous, il n'est pas question de nous laisser endormir. La direction prétendait qu'il n'y aurait pas de fermeture avant 2016 ? Mais pas besoin de fermer des sites pour commencer à supprimer des centaines de postes, notamment à coup de mobilité forcée.

***Calife à la place du calife***

Carlos Tavares, ancien n° 2 de Renault, vient d'être nommé adjoint de Philippe Varin, pour ensuite prendre la tête du groupe PSA en 2014.

Depuis un moment l'ambitieux Carlos « Iznogoud » Tavares avait exprimé publiquement son désir ardent de prendre la direction d'un grand groupe automobile. Se sentant menacé, Carlos Ghosn (le n° 1 de Renault) l'avait viré en août dernier.

Un nouvel arriviste, expert en intrigues de palais, arrive donc chez PSA... Un de plus... Il n'y a bien sûr rien à attendre de positif de celui que nos collègues de Renault appelaient « Carlos II » ou « Monsieur Accords Compétitivité » tant il en avait fait la promotion. Ce genre de sinistre personnage fera le même travail à Renault et à PSA : défendre les actionnaires contre les travailleurs.

***Ça rend sourd***

La direction de La Garenne a cru se faire plaisir en cogitant au moyen de retirer une heure sur la paye des grévistes I/C pour le débrayage du 24 septembre : demander leur autorisation ! Fallait y penser ! Elle ajoute dans son courrier, envoyé à chacun, que ne pas signer son papier ce serait « amoindrir » le message envoyé en débrayant ! Argument percutant, respect... Qu'elle ne s'inquiète pas trop, pour les autres salariés, en lutte ou pas, le message est passé !

Il n'y a pire sourd que celui qui ne veut entendre. Ponctionner une heure : c'est non ! Et puis quoi encore, cotiser au MEDEF ?

***Changement de proprio***

Ce n'est plus une rumeur pour longtemps, sur le site de La Garenne, le bâtiment G11 change de

propriétaire... besoin de cash oblige ?

Sauf que PCA n'en serait déjà que locataire avec pour propriétaire historique la famille Peugeot.

Famille Peugeot qui vend et empoche, le groupe obligé de louer, c'est la consécration du détournement de fonds au profit de la Sainte Famille.

***Portes ouvertes***

Pour les 100 ans du site, la direction du CTLG espère que les familles feront le déplacement samedi 30 novembre, pour le visiter. Elle cherche des volontaires bénévoles pour tenir les stands... Dans le contexte actuel, gageons que ce n'est pas simple, du coup, une récupération des heures serait à l'étude... mais ça ne changera rien sur le fond : venir un samedi au travail... il n'en est pas question !

***Ils n'en ont pas fini avec les travailleurs en colère***

Mercredi dernier, 90 travailleurs de PSA Aulnay se sont invités à la commission de suivi du PSE, qui regroupait la direction, les syndicats, l'inspectrice du travail et exceptionnellement la directrice départementale du travail.

N'écoutez que son courage, la direction a aussitôt quitté les lieux, ne donnant aucune réponse aux interrogations. Pendant 3/4 d'heure, les salariés ont posé leurs problèmes et dénoncé l'attitude de la direction.

La direction de PSA n'offre aucune solution pour encore 800 salariés du site. Ils ont donc toutes les raisons de se battre pour ne pas finir à Pôle Emploi sans perspectives.

***Quand il n'y en a plus il y en a encore***

Début octobre, Philippe Varin le PDG de PSA s'était fait cambrioler un peu d'argent de poche : 70 000 € de devises étrangères et de bijoux dans son manoir du Vésinet. Il y a dix jours, des voleurs sont à nouveau passés pour lui faucher des bijoux de Madame pour une valeur de plusieurs milliers d'euros. Chez Varin (payé 9 000 € par jour par la famille Peugeot pour exploiter et faire les poches de travailleurs), les voleurs sont toujours sûrs de trouver un petit quelque chose... une babiole de millionnaire.

***EADS un groupe qui ne vend pas du rêve***

Le patron d'EADS promet un bel avenir à tous ses salariés, ainsi qu'à nos collègues de PSA partis là-bas : « Nous ne pourrions pas éviter de nouvelles réductions des coûts et des effectifs (...) Sans mesure draconienne, nous n'y arriverons pas ». Le groupe d'aéronautique et de défense pourrait bientôt annoncer une sérieuse saignée de 8 000 suppressions de postes dans sa filiale Défense et Espace.

C'est ça qu'on nous vend comme le secteur qui embauche à tour de bras ? Un bel avertissement à tous ceux qui croient que l'herbe est plus verte ailleurs.